

Résumé

L'insatisfaction du grand public face à certains aspects de notre régime démocratique a été un des principaux moteurs alimentant les projets de réforme démocratique. Tout débat sur la question doit donc tenir compte de cette insatisfaction et de l'avis des citoyens sur les diverses propositions de changement, d'où l'utilité des sondages d'opinion.

Mais pour mieux comprendre ce dont souffre notre démocratie et ce qui pourrait en améliorer le fonctionnement, il est tout aussi important de connaître le point de vue des élites. Telle est la prémisse de cette étude dans laquelle Jerome H. Black et Bruce M. Hicks examinent les résultats d'un sondage mené auprès des candidats aux élections canadiennes du 28 juin 2004. L'échantillon comprend des candidats du Bloc québécois, du Parti conservateur, du Parti vert, du Parti libéral et du Nouveau Parti démocratique qui ont répondu à un questionnaire exhaustif permettant de connaître leurs antécédents professionnels et leur expérience politique, de même que leurs points de vue sur une variété de questions.

Les auteurs présentent d'abord les résultats sur la satisfaction globale des répondants à l'égard de la démocratie canadienne et sur ce qu'ils pensent des scrutins à date fixe, du processus de mise en candidature, du système majoritaire uninominal, de la représentation proportionnelle, de la représentation des femmes et des minorités visibles, des votes libres, de la discipline de parti et du pouvoir des tribunaux. Puis ils analysent l'opinion des candidats selon leur appartenance politique et comparent leurs points de vue à ceux du grand public tels qu'ils sont exprimés dans l'Étude électorale canadienne de 2004 et dans le sondage mené en 2000 pour l'IRPP par Paul Howe et David Northrup.

Les auteurs constatent d'abord que les candidats appuient de nombreuses propositions de réforme. Tous partis confondus, une majorité d'entre eux se disent ainsi en faveur des scrutins à date fixe et des votes libres. Mais l'appui aux autres réformes varie selon les partis. La modification du système électoral suscite par exemple une forte polarisation, les candidats verts et néo-démocrates se prononçant clairement pour la représentation proportionnelle tandis que les bloquistes, les conservateurs et les libéraux s'y opposent catégoriquement. La sous-représentation des femmes et des minorités visibles suscite aussi des réactions variables : elle préoccupe fortement les candidats verts et néo-démocrates, modérément les bloquistes et les libéraux, et peu les conservateurs.

Les résultats du sondage révèlent un autre schéma : les conservateurs font presque toujours bande à part lorsque d'importants écarts séparent les partis. S'agissant par exemple du pouvoir d'interpréter la Constitution, ils sont seuls à

considérer — à une écrasante majorité — que ce pouvoir revient au Parlement plutôt qu'aux tribunaux.

Pour comparer les points de vue des candidats à ceux de la population, les auteurs utilisent deux approches. Selon la première, qui consiste à déterminer le parti totalisant le plus grand nombre de candidats du même avis que le grand public, les néo-démocrates arrivent en tête, suivis des verts et des bloquistes. La seconde approche inverse la perspective en tenant compte d'une opinion publique elle-même divisée, et le Parti libéral, où existent des divisions semblables à celles de la population, arrive alors bon premier. Mais suivant l'une et l'autre approche, les candidats conservateurs restent les moins susceptibles d'être du même avis que le grand public.

Sous différentes formes, les candidats de tous les partis n'en appuient pas moins certains changements à nos processus, systèmes et institutions de gouvernance. En ce sens, concluent Black et Hicks, l'analyse des points de vue de nos élites politiques apporte une confirmation supplémentaire du besoin de réformer la démocratie canadienne.